

Rapport annuel 2019

essentiel

La santé est un droit universel



www.essentiel-international.org

4 Axes stratégiques



La Couverture Sanitaire Universelle



La Qualité de l'offre de soins



La prévention et la promotion de la santé



L'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale

6 Pays d'intervention

Repères

1992
Création de « Nantes-Guinée » à l'initiative du Comité d'Entreprise des Mutuelles de Loire-Atlantique et de la Ville de Nantes. Réhabilitation de deux centres de santé guinéens.

1996
Le CHU et les Mutuelles de Loire Atlantique rejoignent l'association au conseil d'administration. Création du premier programme d'appui à la mise en place de mutuelles de santé.

2002
Démarrage de la phase pilote du projet "Santé Pour Tous" cofinancé par le Ministère des Affaires Etrangères. Professionnalisation avec l'arrivée d'un 1er salarié.

2011
Nantes-Guinée devient « ESSENTIEL ». En référence au droit à la santé et pour accompagner l'ouverture de ses partenariats.

2019
ESSENTIEL, c'est un CA de 15 membres, une équipe technique de 7 personnes, des bénévoles experts et 6 pays d'intervention.



Nos axes d'intervention



La couverture sanitaire universelle

Aux échelles locales et nationales nos interventions sont orientées sur le renforcement des compétences, l'appui institutionnel et le plaidoyer. Elles visent la pérennité et l'autonomie des systèmes et des acteurs



La qualité de l'offre de soins

Notre action auprès des professionnels de santé vise à les conforter dans leur savoir-faire, leur savoir être et à renforcer le système sanitaire dans son ensemble. Ces actions ciblent une meilleure qualité des services de santé

Nos domaines d'expertise

- Santé publique
- Santé communautaire
- Financement de la santé
- Micro-assurance santé
- Droit à la santé et à la protection sociale



La prévention & la promotion de la santé

Les actions de promotion et de prévention de la santé sont conduites avec nos partenaires dans une approche locale et communautaire, prenant en considération les différents déterminants de santé dans une vision globale de la santé



L'éducation à la solidarité en santé

La sensibilisation au droit à la santé et à la protection sociale mobilise de nouvelles formes d'action au travers du Festival de films PASTILLE et du programme Déclat Santé. Ces actions favorisent l'implication citoyenne des jeunes et des professionnels

55% de la population mondiale, soit 4 milliards d'êtres humains, n'ont pas de protection sociale*

Près de 100 millions de personnes basculent chaque année dans l'extrême pauvreté en payant les soins de santé dont elles ont besoin**

L'ACCES A LA SANTE POUR TOUTES ET TOUS

L'association agit pour un monde **plus juste et solidaire** où chacun peut jouir d'une **bonne santé** et préserver son bien-être en ayant accès à la **prévention et à des soins de qualité.**

*Rapport mondial sur la protection sociale 2017-2019 (OIT)
**Ministère des Affaires étrangères 2019

Sommaire

5

Rapport moral

7

Guinée - Santé pour Tous

9

Bénin - Accès à la santé

11

Sénégal - Travail décent

13

Sénégal - AGIL

15

Burundi - Santé des pêcheurs & mareyeuses

17

Burkina Faso - Santé maternelle et infantile

19

France - Education à la citoyenneté & à la solidarité

21

Rapport financier

25

Orientations 2020

27

Nos réseaux

28

Nos partenaires

29

L'équipe d'ESSENTIEL

Notes



Rapport moral

Une année d'apprentissages vers des dynamiques renforcées

L'année 2019 a été riche en défis, en questionnements et en apprentissages pour notre association. L'ancrage et la professionnalisation d'ESSENTIEL se confirment et restent au cœur des enjeux de ces prochaines années.

La santé est à la fois une condition préalable, un résultat et un indicateur du développement durable dans ses dimensions sociale, économique et environnementale

Déclaration politique "Couverture sanitaire universelle : œuvrer ensemble pour un monde en meilleure santé"

Concernant nos actions en matière de **Couverture Sanitaire Universelle**, nos programmes en Guinée et au Bénin en phase de clôture ont été évalués. Les nombreux enseignements tirés de ces évaluations[1] nous permettent à la fois de mesurer le niveau de contribution de nos interventions et de préfigurer la poursuite de notre accompagnement dans le cadre du programme CAP CSU – Coordination des Acteurs pour la Promotion de la Couverture Sanitaire Universelle sur ces deux pays. L'expertise d'ESSENTIEL doit continuer à contribuer à l'autonomisation et à la professionnalisation de ses partenaires. Une démarche de synergies renforcées et une dynamique de plaidoyer active doivent concourir à un meilleur ancrage des initiatives que nous accompagnons.

La **qualité de l'offre de soins** reste un enjeu prioritaire du renforcement des systèmes de santé, gage d'attractivité des services de santé et de protection sociale que nous accompagnons. Les actions menées en 2019 soulignent la nécessité de structurer encore notre démarche d'intervention au travers d'une implication forte de nos partenaires dans l'appui aux structures sanitaires. Le dialogue et l'accompagnement nécessaires pour impulser des changements en profondeur et ajuster les stratégies de façon concertée s'inscrivent sur la durée.

ESSENTIEL a continué à développer ses initiatives et ses champs d'intervention en matière de **prévention et de promotion de la santé**. Le projet collectif mené à Rufisque-Sénégal et Nantes-France en matière de santé globale (petite enfance, nutrition, pratiques sportives, handicap) s'accompagne d'apprentissages autour des initiatives collectives. Des leviers sont d'ores et déjà identifiés pour approfondir cette approche de coopération territoriale menée en pluri-acteurs. Au Burkina Faso, l'initiative engagée en matière de Santé Maternelle, Infantile et Néonatale autour de l'amélioration du plateau technique, par la mise en place de la maternité est un premier pas. L'accompagnement des savoir-faire des praticiens de santé et les dynamiques sociales de promotion de la santé de la reproduction ont été fragilisés par l'évolution du contexte sécuritaire du pays. Au Burundi, les résultats atteints ces dernières années nous ont amené à une réflexion sur l'extension territoriale et thématique de notre initiative conjointe auprès des pêcheurs et mareyeuses.

Nos actions **d'éducation à la santé et à la protection sociale en France** ont connu une diffusion en progression et un ancrage avec de nouveaux partenaires. La troisième édition du Festival PASTILLE a fait salle comble et s'est internationalisée au Sénégal. De nouvelles actions pédagogiques ont été développées et l'offre pédagogique proposée par ESSENTIEL commence à se structurer.

[1] Accès aux études et évaluations d'ESSENTIEL

Des valeurs en partage

La **vie de l'association**, a également connu l'engagement de chantiers majeurs, conduits collectivement.

Notre identité graphique a été renouvelée pour moderniser notre communication et renforcer la lisibilité de notre positionnement. La communication de l'association a également été dynamisée afin de partager le plus largement possible la veille internationale et la vie de nos projets. (site web, newsletters, réseaux sociaux). ESSENTIEL s'est également impliquée dans une démarche d'autodiagnostic et d'amélioration continue[1].

Cette démarche vise à ajuster nos processus d'accompagnement opérationnel pour **renforcer la qualité de nos interventions**. Elle vise par ailleurs à **améliorer nos pratiques associatives** pour renforcer notre efficacité. L'opérationnalisation de cette démarche au long cours sera conduite sur les prochains mois. Une réflexion concertée autour des évolutions statutaires a été engagée en 2019. Elle doit nous permettre d'ajuster la **gouvernance de l'association au service du projet associatif** en s'adaptant à l'évolution du contexte opérationnel et partenarial.

Fidèle à ses valeurs, solidarité et démocratie, respect de l'autonomie de chacun et responsabilité, réciprocité et équilibre des partenariats, ESSENTIEL tente au quotidien, dans des contextes fragiles et parfois incertains de faire vivre son objet social. L'engagement, l'intégrité et le professionnalisme de nos partenaires locaux sont l'une des clés, au cœur de nos approches pour des changements durables. Ils nécessitent à la fois une rigueur et une adaptation sans cesse renouvelée.

Nous tenons, une fois encore, à saluer et remercier l'ensemble de l'équipe technique, nos membres, sympathisants, réseaux et partenaires qui contribuent à nos côtés à défendre le Droit à la santé pour toutes et tous.

[1] Modèle d'autodiagnostic et d'amélioration continue

Un battement d'aile de papillon...

La crise sanitaire, économique et sociale liée à la pandémie du COVID-19 nous affecte tous à l'échelle mondiale. L'ambition d'**ESSENTIEL pour un monde plus juste et solidaire où chacun peut jouir d'une bonne santé et préserver son bien-être ainsi que celui de sa famille en ayant accès à la prévention et à des soins de qualité** est plus que jamais d'actualité.

Cette pandémie mondiale nous rappelle à quel point la santé est un bien précieux pour chacun de nous et pour nous tous. Elle démontre par ailleurs que la santé est avant tout un investissement durable (économie, démocratie, lien social...). Les valeurs de solidarité, de responsabilité et de réciprocité que nous portons aux côtés de nos partenaires sont plus que jamais les leviers de notre action collective.

« Les gouvernements doivent profiter de l'élan créé par la crise actuelle pour progresser rapidement vers des systèmes de protection sociale complets et universels et financés collectivement »

Shahra Razavi, Directeur, Département de la protection sociale de l'OIT

L'infiniment petit a créé un bouleversement sans précédent impactant de façon majeure nos relations sociales et notre vie quotidienne, requestionnant l'économie mondiale, fragilisant nos systèmes de santé et soulignant les inégalités à travers le monde. Cette crise nous rappelle qu'il nous faut continuer à promouvoir, pour toutes et tous, à l'échelle mondiale des systèmes de santé et de protection sociale fiables, coordonnés, universels.

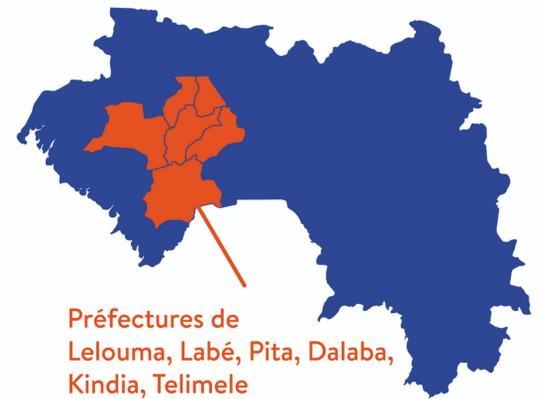
Cette situation inédite renforce notre volonté d'agir et de soutenir nos partenaires en Guinée, au Bénin, au Sénégal, au Burkina-Faso et au Burundi. Nous nourrissons l'espoir que la deuxième vague, issue de ce bouleversement, soit une vague de solidarités replaçant au cœur des préoccupations l'humain et la santé...

François MELON, Président
Florian PERRUDIN, Directeur





Santé Pour Tous : Tous acteurs de la Couverture Sanitaire Universelle



Préfectures de Lelouma, Labé, Pita, Dalaba, Kindia, Telimele

2019 a été l'année de mise en œuvre de la deuxième tranche du projet et de l'amorce de la phase de sa clôture. Rappelons que ce projet a pour objectif global d'améliorer l'accès à la santé des populations par le développement de la Couverture Universelle en Santé à travers 3 axes complémentaires d'intervention.

- 6 mutuelles, 29 sections mutualistes, 7 787 mutualistes couverts (+ 72 % intégrant les approches d'inclusions sociale)
- 48% des bénéficiaires ont moins de 15 ans et 55.3 % sont des femmes
- 16 000 € collectés par les mutuelles
- 29 000 GNF de coût moyen des prestations santé - soit environ 2,90€ pour 3 662 recours aux soins
- 41,3% des recours aux soins primaires concernent le paludisme sous toutes ses formes
- 17,3% des recours portent sur les infections respiratoires aiguës
- 102 structures de santé conventionnées (hôpitaux, centres de santé, postes de santé, pharmacies)

Trois axes d'intervention complémentaires

1/ Contribuer à la Couverture Sanitaire Universelle par le développement du mouvement mutualiste :

En 2019, un accent particulier a été porté sur l'appui à une meilleure gouvernance et sur l'appropriation de leurs fonctions par les élus mutualistes. L'ensemble des membres des CMS (Commission de Mobilisation Sociale) ont été formés à la communication et aux techniques de conduite d'une "causerie éducative". Une meilleure organisation du temps de travail a été encouragée dans le but d'accroître les effectifs mutualistes.

Le manuel de procédures des mutuelles a été actualisé. Les administrateurs ont bénéficié d'une remise à niveau conséquente de leurs connaissances en gestion (administrative, comptable et budgétaire) en lien avec les éléments actualisés du manuel. La tenue effective et aux dates appropriées des réunions statutaires a été un point de vigilance particulier. Cependant l'investissement des Assistants Techniques Mutualistes (ATM) reste important sur des activités qui devraient être dévolues aux élus mutualistes. Le déploiement dans les mutuelles du Système d'Information de Gestion (SIG) mis en place pour l'enregistrement et l'analyse des données reste un défi à relever dans le processus d'autonomisation.

Sur le plan de l'inclusion sociale, les réflexions engagées avec Fraternité Médicale Guinée (FMG) ont abouti à la mise en place d'un fonds d'équité sociale pour la prise en charge de 1 894 personnes indigentes dans la préfecture de Téliélé depuis mars 2019. Des leçons seront tirées après l'évaluation de cette recherche-action en vue de définir une meilleure stratégie pour faciliter l'accès à la santé des populations indigentes.

2/ Améliorer la qualité des soins et des dynamiques de santé communautaire concertées :

Un objectif de 2019 portait sur le renforcement de la concertation au niveau préfectoral entre autorités sanitaires et communales, l'offre de soins et les mutuelles. Cela s'est concrétisé par la tenue de rencontres trimestrielles avec tous ces acteurs autour des résultats et contraintes des mutuelles de santé préfectorales.

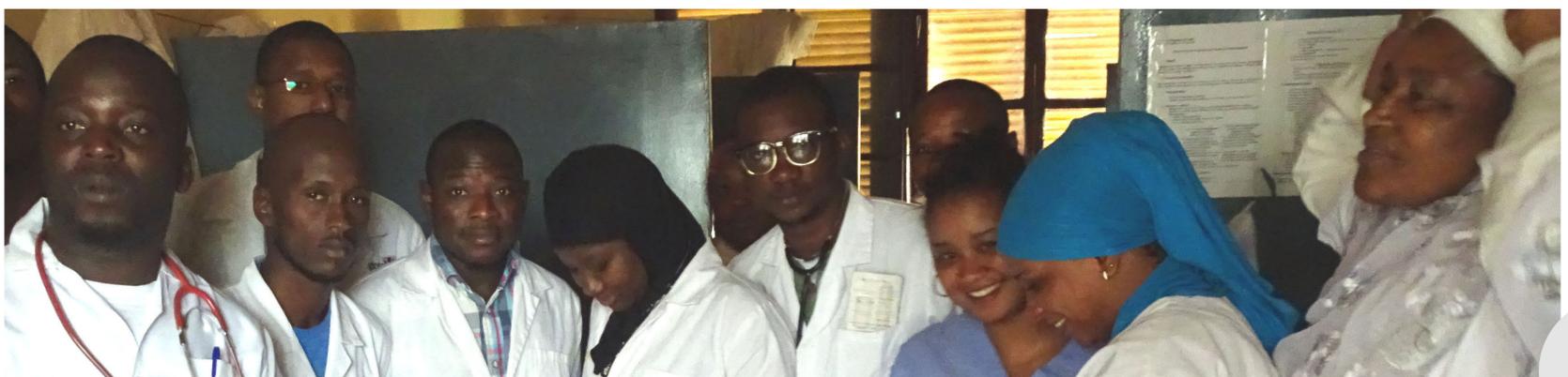
Ces rencontres ont été l'occasion pour les autorités de mieux s'imprégner des réalités des mutuelles. Des efforts restent toutefois à fournir pour un réel ancrage institutionnel des mutuelles dans les territoires.

Une mission d'appui bénévole d'ESSENTIEL a été effectuée en début d'année pour accompagner l'équipe du volet santé et le personnel des formations sanitaires conventionnées sur la mise en place d'une démarche d'amélioration de la qualité des soins.

3 recherches-actions ont été menées respectivement sur :

- les mécanismes d'approvisionnement en médicaments de qualité
- l'autonomie des postes de santé
- la prise en charge des maladies chroniques.

Les conclusions et recommandations de ces études (rendues disponibles en fin d'année) donneront lieu à des interventions conséquentes.



3/ Promouvoir une vision partagée de la Couverture Sanitaire Universelle

Dans sa mission de plaidoyer, d'information et de renforcement des capacités des acteurs sur les enjeux de la protection sociale, PPSOGUI a édité un manuel de vulgarisation intitulé « Introduction à la mutualité et à la protection sociale ».

Plusieurs ateliers de formation ont été organisés par le réseau en faveur de ses membres et du personnel de la Direction Nationale de l'Action Sociale. L'harmonisation des pratiques des mutuelles et de structuration du mouvement mutualiste reste un défi à accompagner sur les prochaines années.

Une avancée significative a été enregistrée en matière de réglementation du mouvement mutualiste en Guinée. En effet un **Projet de Loi régissant les mutuelles sociales** a été transmis par le gouvernement à l'Assemblée Nationale pour adoption. PPSOGUI et l'ensemble des acteurs restent en veille sur l'évolution de ce projet ; développant des stratégies de plaidoyer en direction de la représentation nationale pour l'aboutissement de ce processus.



Seulement 4% de la population guinéenne est couverte contre le risque maladie

Evaluation des effets et des impacts du projet : enjeux et axes d'actions prioritaires

L'évaluation suggère trois pistes d'actions prioritaires pour la poursuite de l'intervention d'ESSENTIEL en Guinée.

- La **structuration et la professionnalisation du mouvement mutualiste à l'échelle préfectorale et régionale** :

La professionnalisation des mutuelles s'effectuera au travers de la séparation et d'une meilleure organisation des fonctions politiques et techniques, d'une appropriation par les élus mutualistes des fonctions de base liées à la gestion des membres, d'une amélioration de la gouvernance, d'une plus grande visibilité et d'un ancrage local ainsi que d'un développement de partenariats.

Cela passe également par la création et la professionnalisation de structures faitières, notamment des 3 unions régionales de Kindia, de Mamou et de Labé.

- **Influence sur l'offre de soins** :

Le renforcement de la médecine conseil est à effectuer à travers un meilleur suivi des conventions avec l'offre de soins ainsi que l'exploration de pistes de conventionnement ciblant des structures privées ou publiques offrant des services de qualité.

- **Appui au plaidoyer politique au niveau national** :

Les actions futures doivent viser la poursuite de l'appui au développement de capacités de PPSOGUI sur les plans institutionnel et techniques de même que le renforcement de la concertation et du dialogue aux plans préfectoral, régional et national entre les acteurs mutualistes, les autres organisations de la société civile et l'Etat.

Partenaires

- Agence Française de Développement
- Membres d'ESSENTIEL
- Fondation Harmonie Solidarités
- Conseil Régional des Pays de la Loire
- Ville de Nantes
- Réseau Education et Solidarités
- PPSOGUI - Réseau des Promoteurs de la Protection Sociale en Guinée
- REMUFOUD - Réseau des Mutuelles du Fouta-Djalon
- FMG - Fraternité Médicale Guinée
- ONAM - Organisation Nationale d'Appui à la Mutualité



Accès à la santé au Bénin



L'année 2019 constituait la dernière année du projet triennal (2016-2019) d'accès aux soins des populations du secteur informel sur les communes de Copargo et Ouaké. Elle a été marquée par la continuité des activités, la consolidation des actions au niveau national et la préfiguration du projet CAP-CSU.

- 10 mutuelles réunies en 2 Unions communales
- 959 mutualistes* sur 2 communes
- 12 élus formés sur la mise en place de la phase pilote de l'ARCH
- 932 prestations de soins* prises en charge par les mutuelles
- 1 Conseil Départemental de la Mutualité Sociale créé
- 67 agents de santé formés au fonctionnement des mutuelles

* chiffres provisoires en cours de consolidation

Un contexte institutionnel en pleine mutation

La Politique Nationale de Santé au Bénin a pour objectif d'aboutir en 2030 à "un système de santé régulé, performant et résilient basé sur la disponibilité permanente de soins promotionnels préventifs, curatifs, réadaptatifs et palliatifs de qualité, équitables et accessibles". Pour ce faire, Le pays s'est lancé dans une politique de protection sociale via le **dispositif ARCH (Assurance pour le Renforcement du Capital Humain)** ; aujourd'hui l'un des projets phare du Programme d'actions du gouvernement (PAG 2016-2021) dont l'assurance maladie est le volet principal.

Ce dispositif a pour vocation de faciliter et d'accroître l'accès des plus démunis aux services sociaux de base de façon durable et équitable. Il est constitué d'un paquet de quatre services de protection sociale : Assurance Maladie, Formation, Micro-crédit et Assurance retraite. Il a émergé notamment suite à un **dialogue inclusif entre le gouvernement et les acteurs de la protection sociale** (acteurs mutualistes, syndicats, assureurs privés...). Une phase pilote a démarré en 2019 avec la prise en charge des indigents sur 3 zones sanitaires dont celle de Copargo-Djougou-Ouaké, territoire d'action d'ESSENTIEL.

Par ailleurs, suite à une série d'études, le paquet de soins a été défini plus précisément. Il a vocation à prendre en charge : les soins primaires, les pathologies chroniques (HTA, drépanocytose), la contraception et les soins oculaires hors optique. Un paquet de services optionnel sera également proposé.

A ce stade, la phase pilote de l'ARCH s'adresse aux plus démunis. Le choix a donc été fait d'initier le dispositif par un système non contributif. A terme, l'Etat béninois envisage toutefois de rendre obligatoire l'assurance maladie pour toute personne résidant au Bénin. En conséquence, l'Etat, les employeurs du secteur privé, les professionnels individuels seront tenus de souscrire pour leurs employés au minimum à une assurance maladie de base. Il en sera de même pour les personnes du secteur informel non prises en charge par l'Etat au titre des politiques d'inclusion sociale.

Une complémentarité d'actions œuvrant à la pérennisation du mouvement mutualiste béninois

Cette année 2019 a été l'occasion, au niveau local de :

- **Travailler à une dynamique d'Amélioration de la Qualité des Soins (AQS)** par la réalisation d'une mission de 2 experts bénévoles d'ESSENTIEL.

Ceux-ci ont animé des ateliers de réflexion dans 3 centres de santé pour initier avec le personnel soignant des démarches de micro-projets d'Amélioration de qualité des Soins à moyens constant. Cela a consisté par exemple à l'acquisition de petit matériel chirurgical, la gestion des déchets ou encore des actions de sensibilisation.

- **Renforcer la base à travers la dynamisation des mutuelles.**

Cela prend la forme de campagnes de sensibilisation, d'adhésion et de communication, de l'organisation de temps forts et de l'installation des locaux des mutuelles. Malgré ces campagnes, le nombre de mutualistes a fléchi en 2019. En plus des raisons déjà documentées limitant l'adhésion des populations aux mutuelles (notamment concernant le niveau de cotisation, la qualité des soins, l'adhésion volontaire) s'ajoute une raison économique. En effet, les cours de vente de certaines productions agricoles ont chuté, notamment l'acajou, le maïs et l'arachide dont dépendent un grand nombre d'agriculteurs.



Atelier d'Amélioration de la Qualité des Soins (AGS)

- **Consolider le mouvement mutualiste** par la création de l'Union des Mutuelles de Ouaké regroupant les 6 mutuelles d'arrondissements de la commune créées dans le cadre du projet.
- **Professionaliser les mutuelles par le renforcement les compétences** de leurs élus. L'objectif était de permettre à ces élus mutualistes de mieux maîtriser leurs rôles et de lieux cerner les enjeux du développement de la protection sociale. Ont eu lieu une formation du CONSAMUS sur la mise en place de la phase pilote de l'ARCH dans le District Sanitaire de Djougou-Copargo-Ouaké ainsi qu'une formation sur la gouvernance financière.
- **Mener 1 étude de satisfaction** auprès des mutualistes et des usagers des services de santé. Les résultats de cette étude ont souligné la satisfaction des répondants quant à l'organisation des mutuelles et à la qualité de l'offre de soins.
- **Assurer un suivi plus rigoureux des mutuelles** par la mise en place d'un Système d'Information et de Gestion permettant une analyse plus fine des statistiques des mutuelles (adhésions, prestations).

Au niveau national l'année 2019 a permis de :

- **Poursuivre l'action de l'infirmier conseil**, à la fois en direction des autorités sanitaires locales (participation aux Comités de Direction Départementaux hebdomadaires), des prestataires de soins (contrôles des attestations et des prestations) mais également vers les mutuelles (participation aux campagnes de sensibilisation)
- Travailler à **l'accompagnement institutionnel et la structuration de la FENAMUS** (Fédération Nationale des Mutuelles Sociales), la faîtière politique du mouvement mutualiste béninois, par la tenue de ses instances (Assemblée Générales et Conseil d'Administration).
- **Structurer le mouvement mutualiste par la création du CDMS** (Conseil Départemental des Mutuelles de Santé), chaînon politique et technique, jusque-là manquant entre les mutuelles et les Unions d'un côté et la FENAMUS de l'autre.
- **Consolider la stratégie de remontée des données statistiques** effectuée à la fois par les mutuelles et par les structures d'appui ; ceci afin d'être en possession de données fiables pour pouvoir porter un plaidoyer au niveau national.

Après 3 ans, ce projet d'accompagnement du mouvement mutualiste béninois est arrivé à son terme en décembre 2019.

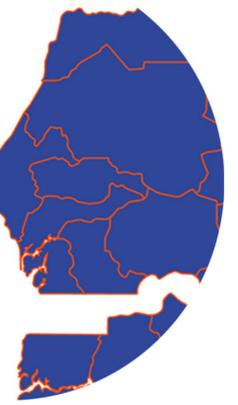
Cette dernière année a ainsi été marquée par de nombreuses concertations avec les partenaires, les autorités nationales compétentes, les structures d'appui du mouvement mutualistes et plus largement auprès des acteurs de la société civile pour la promotion de la protection sociale.

Cette dynamique avait pour but de redessiner collectivement un nouveau cadre et de nouveaux axes d'intervention afin que le mouvement mutualiste puisse, au stade actuel d'émergence d'une Couverture Sanitaire Universelle, s'arrimer aux politiques publiques en matière de santé et de protection sociale.

Ainsi, un nouveau projet dénommé CAP CSU (Coordination des Acteurs pour la Promotion de la Couverture Sanitaire Universelle) verra le jour en 2020 afin de maintenir la dynamique d'accompagnement et de soutien aux acteurs mutualistes béninois.

Partenaires

- Agence Française de Développement
- Fondation Harmonie Solidarités
- Membres d'ESSENTIEL
- FBV - France Bénin Vendée
- ADMAB - Association de développement des Mutuelles sociales Au Bénin
- Le CONSAMUS - Conseil National des Structures d'Appui aux Mutuelles Sociales



Favoriser le travail décent de personnes en situation de précarité

Cette initiative, menée dans le cadre du programme Coopérer Autrement en Acteurs de Changement (CAAC) porté par le Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI), vise à apporter une réponse adaptée à la promotion du travail décent et à l'accès à la protection sociale de personnes en situation de précarité. Il s'agit d'accompagner en ce sens deux groupements de femmes transformatrices de produits halieutiques évoluant dans l'économie informelle au Sénégal. Des travaux de recherche seront menés en parallèle de cet accompagnement et pourront alimenter les réflexions sur ces enjeux en France et au Sénégal.

- 250 femmes transformatrices de produits halieutiques
- 2 groupements de femmes professionnelles de la transformation de produits halieutiques de Yene et Mbao (région de Dakar)
- Des actions de formation et d'accompagnement à l'entrepreneuriat
- Deux études sur les mécanismes de protection sociale et les stratégies syndicales

Syndicalisme, santé et protection sociale, des acteurs complémentaires

Le projet porte sur trois piliers d'actions :

- Le renforcement des capacités des femmes transformatrices de produits halieutiques pour favoriser le **travail décent** au sein de leurs groupements ; notamment en termes de travail productif et convenablement rémunéré, de sécurité sur le lieu de travail et de **protection sociale pour la famille**
- L'amélioration des capacités des femmes transformatrices de produits halieutiques quant à la qualité de leurs produits et de leur commercialisation
- La création de **synergies d'acteurs** pour alimenter les réflexions et propositions relatives au **travail décent de travailleurs-euses en situation de précarité en France et au Sénégal**

D'une durée de 2 ans, l'initiative est portée dans une logique de complémentarité des approches en matière syndicale, d'accès à la santé et à la protection sociale. Aux côtés de l'Institut Belleville et de l'Union Nationale des Syndicats Autonomes du Sénégal (UNSAS), ESSENTIEL apporte son expertise dans l'encadrement de l'étude sur la capacité contributive des femmes, la réflexion technique sur les mécanismes de prise en charge du risque maladie et les démarches de sensibilisation à la protection sociale.

« le projet vise à mettre en place un système d'assurance santé adapté pour les travailleuses et leurs familles. Ces familles sont si précaires que si la femme tombe malade, c'est bien souvent toute la famille qui risque de sombrer »

Mame SAYE SECK, coordinatrice des projets - UNSAS

Des enjeux sociaux, territoriaux, institutionnels et économiques

La première mission d'orientation opérationnelle du projet a permis de confirmer le diagnostic initial et d'approfondir les approches et les leviers à mettre en œuvre. Les femmes regroupées dans des unités de production informelles sont notamment confrontées à la faible productivité de leur activité, des difficultés d'accès aux facteurs de production (foncier, équipements, intrants etc.), des problématiques d'hygiène, de qualité et d'écoulement des produits.



Des enjeux importants d'accès à la ressource halieutique ont pu entraîner jusqu'à plusieurs mois d'arrêt d'activités pour une partie des femmes rencontrées. Les dynamiques de Yene et Mbao sont relativement différentes en matière d'implantation et d'organisations et nécessitent une approche adaptée à chacun des deux territoires. La dimension organisationnelle des deux groupements doit notamment être prise en considération.

Sur le sujet de la protection sociale, la mission a permis de souligner la pertinence d'une étude préalable sur les capacités contributives qui doit être élargie. Cette étude portera entre autres sur l'état de santé de la population, les barrières d'accès aux services de santé, l'analyse des besoins en matière d'accès à la santé pour les femmes et leurs familles, les ressources générées par l'activité de transformation, la saisonnalité de l'activité ainsi que l'existence de mécanismes financiers et de mécanismes de solidarité. En ce qui concerne les mécanismes de protection sociale identifiés en amont de cette mission, l'on retient que le niveau d'opérationnalité du Régime Simplifié des Petits Contribuables (RSPC) ne semble pas probant. La mutualité déployée sur les territoires souffre de certaines fragilités qui peuvent être compensées et/ou accompagnées.

Focus sur le programme « Coopérer autrement en acteurs de changement » [1]

La démarche initiée par le CFSI mise sur l'universalité des problématiques : insertion professionnelle, droits des travailleurs, développement économique des territoires... et repose sur l'échange et la construction pluriacteurs (organisations de la société civile, collectivités territoriales, acteurs du secteur marchand) entre territoires en France et à l'international. Les initiatives pilotes portées dans le cadre du programme s'inscrivent dans la mise en œuvre des ODD.



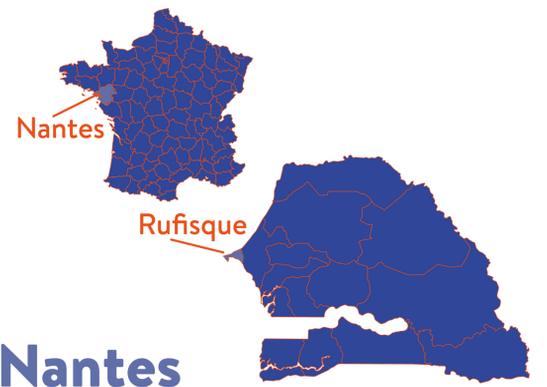
[1] Plus d'informations sur le programme CAAC : <https://www.cfsi.asso.fr/programme/agir-acteur-changement>



Femmes transformatrices de poissons de Yene et Mbaou

Partenaires

- Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT) via son organisme de coopération internationale, l'Institut Belleville (Porteur de l'initiative)
- Union Nationale des Syndicats Autonomes du Sénégal (UNSA)
- Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI)
- Membres d'ESSENTIEL
- Associés : Direction des pêches maritimes du ministère sénégalais de la pêche et de l'économie maritime, Direction de la protection sociale du ministère sénégalais du travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions, collectivités locales, Institut de Technologie Alimentaire du Sénégal (ITA)...



Agir Ici et Là-bas : Projet pluri-acteurs de renforcement de la santé globale à Rufisque et Nantes

Dans la continuité des actions menées en 2018, ESSENTIEL a poursuivi l'animation du collectif d'acteurs (société civile, collectivités locales, autorités déconcentrées de l'Etat) et sa dynamique de coopération tout en accompagnant ce collectif dans le passage à l'échelle des activités du projet.

- 2 633 élèves ont bénéficié de cours réguliers de sport : 1373 filles / 1260 garçons
- 60% des écoles élémentaires publiques de Rufisque (21 écoles) ont bénéficié de cours de sport (accompagnement des instituteurs par des animateurs sportifs)
- 5 comités de pilotage tenus : 2 à Nantes, 3 à Rufisque
- 232 enfants bénéficiaires de petits déjeuners réguliers
- 30 Badiène Gokh ou *tantes communautaires* formées à la nutrition améliorée
- 431 jeunes ont participé à l'événement sportif Rio Sport : football, basketball, athlétisme, gymnastique, taekwondo, Kung Fu, boxe française, karaté
- 65 participants sur les 2 jours du festival PASTILLE, organisé à Rufisque

2019 a été l'occasion de donner de l'amplitude aux activités initiées en 2018 et de professionnaliser l'AAJDSR, structure coordinatrice locale à Rufisque. Après un démarrage très progressif en début de projet, la réalisation technique des activités évolue positivement. Celles-ci prennent en considération la pluralité des acteurs et le format original des échanges. Avec le temps, les acteurs prennent conscience des changements induits par l'approche globale et collective du projet.

Une approche globale pour travailler sur les déterminants de la santé

Les activités « historiques » du projet ont permis d'accompagner et d'initier les premiers changements sociaux.

Concernant l'axe nutrition, des petits déjeuners ont été servis aux enfants (115 filles et 117 garçons) des Cases des Touts Petits. Une formation a été dispensée aux Badiène Gokh sur l'amélioration des régimes alimentaires à base de produits locaux, les méthodes de cuisson saine et sécurisée pour prévenir la perte de micronutriments et maximiser la rétention des nutriments. Cela permettra d'accompagner les parents d'élèves à l'avenir avec des messages de sensibilisation et de prévention portant sur la nutrition.

Sur l'année scolaire 2018/2019, 12 écoles ont bénéficié d'un accompagnement à la pratique sportive. À la rentrée 2019/2020, ce sont 21 écoles qui ont été accompagnées, soit 60% des écoles élémentaires de la Ville. Sur les 54 enseignants accompagnés, 23 ont été candidats au Certificat d'Aptitude Pédagogique ; 16 l'ont obtenu dont 11 avec leur meilleure note en Education Physique et Sportive soulignant ainsi la qualité de l'accompagnement des animateurs sportifs de l'AAJDSR.

En 2019, une note de service de l'Inspection Académique a reprecisé que les enseignants doivent mettre en place des séances de pratique sportive quotidiennes. Cela crédibilise le rôle de l'AAJDSR sur le territoire et pérennise institutionnellement l'activité sportive en nourrissant les politiques locales.

Deux échanges de bonnes pratiques ont pu se tenir en 2019. Tout d'abord, le Président de l'AAJDSR est venu se former à Nantes en vue d'un examen de 2^d degré d'athlétisme. Ensuite, la Directrice de la Direction Santé Publique de la Ville de Nantes est allée en mission à Rufisque pour comprendre les opportunités d'apports réciproques en santé globale sur les deux territoires. Sa mission a été l'occasion d'aborder de façon transversale les dimensions communes du projet : nutrition, sport, prise en charge du handicap. Elle a pu découvrir différents enjeux partagés tels que l'assainissement en espace urbain et la santé communautaire. D'autres échanges ont été initiés autour du handicap ou de la petite enfance démontrant la volonté commune de dialogue autour de ces pratiques professionnelles afin d'améliorer les savoir-faire et savoir être.



1 classe d'Handiscole

Les Cases des Tout-Petits et Handiscole ont bénéficié de la mise à disposition de matériel pédagogique à savoir des jeux d'imitation et de motricité en faveur de l'éveil des enfants.

La tenue à Rufisque de la première édition du festival PASTILLE a permis de renforcer les partenaires co-organisateurs AAJDSR, Maison des Eclaireurs, le District Sanitaire comme acteurs d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité sur le territoire.

La gouvernance collective au cœur de la dynamique de concertation

L'Association rufisquoise AAJDSR s'est progressivement affirmée comme structure coordinatrice du dispositif de gouvernance. Elle a consolidé sa capacité à mettre en réseau les partenaires du projet.

L'implication des différents partenaires contribue au renforcement de la dynamique collective

L'année 2019 a été marquée par :

- **Le recrutement d'une chargée de mission** au sein de l'AAJDSR. Cela a professionnalisé et crédibilisé la structure auprès des acteurs locaux.
- **La dynamique de concertation via la tenue de 5 comités de pilotage** à Nantes et à Rufisque. Ces comités ont orienté et planifié collectivement les activités. Les partenaires ont signé une convention-cadre formalisant leur adhésion à l'esprit du projet.
- **L'ouverture vers de nouveaux partenariats**, volonté constante des partenaires sur les 2 territoires.
A Nantes, l'Union des Services Mutualistes Pays de la Loire - Enfance, Famille, Handicap, Soins est désormais prête à intégrer le projet et à initier des échanges avec des partenaires rufisquois.
A Rufisque, l'élargissement du collectif est un levier de progression et d'expansion du projet, d'enrichissement de l'expertise et des compétences. La volonté d'ouverture est dirigée notamment en direction du District Sanitaire.
- **La dynamique collective de suivi évaluation du projet** menée en partenariat avec le F3E, approche primordiale pour mesurer sa contribution aux changements et consolider le chemin vers une gouvernance équilibrée. Cette approche appelée '**Approche Orientée Changement**' a été bien intégrée par les partenaires rufisquois lors du premier atelier d'octobre 2019.



Salimata KADAM, Chargée de mission à l'AAJDSR, lors de sa mission à Nantes (Sept. 2019)



L'événement Rio sport 2019 à Rufisque

Ce projet a pour objectif de s'installer progressivement dans la durée. A mi-parcours de sa mise en oeuvre, nous mesurons mieux son potentiel de contribution à des changements en profondeur et la nécessité d'inscrire la dynamique sur la durée.

" Approches Orientées changement" : De nouvelles méthodes d'évaluation des projets

Le Programme «Changer les territoires par l'action collective » (CHTAC), piloté et soutenu par le réseau F3E, vise à évaluer des coalitions d'acteurs au service d'objectifs communs de changement social sur un ou plusieurs territoires.

Lors d'un atelier de réflexion en octobre 2019, les partenaires de Rufisque ont réfléchi à une vision commune du projet à l'horizon 2030. Cette étape est un premier jalon pour imaginer le parcours des changements à opérer ensemble. Il permettra de créer les outils d'évaluation qui mesureront les avancées.

Le Réseau F3E est un réseau associatif entièrement dédié à la qualité. Son acronyme signifie Evaluer, Echanger, Eclairer.

<https://f3e.asso.fr/>

Partenaires

- Agence Française de Développement
- Membres d'ESSENTIEL
- Ville de Nantes
- Union des Services Mutualistes Pays de la Loire - enfance, famille, handicap, soins
- Flam Africa
- Ville de Rufisque
- Les Communes Ouest, Est et Nord de Rufisque
- AAJDSR (Association pour l'Animation de la jeunesse et le Développement des Sports à Rufisque)
- Les Cases des Tout-Petits de la Cité Youssouf Mbargane, de Diokoul Kher et de Sant Yalla
- Handiscole
- La Maison des Eclaireurs de Rufisque
- L'Inspection de l'Education et de la Formation de Rufisque

Une forte implication des acteurs concernés

L'une des clés du succès du projet réside dans les synergies entre ESSENTIEL, la SWAA Burundi, organisation pionnière dans la lutte contre le VIH auprès des femmes au Burundi et la coopérative des pêcheurs, la COPEDECOBU, qui mobilise des moyens et la communauté.

Les autorités sanitaires locales (District Sanitaire) et des structures de la société civile telle la Croix Rouge appuient le projet en fournissant des intrants (kits de dépistage VIH). Les données sanitaires sont intégrées dans le système d'information du Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida.

Le soutien financier de la Fondation RAJA Danièle Marcovici depuis 2017 a permis au projet de se fortifier ; rendant possible un déploiement plus large des actions à venir.

Le poste de santé a ainsi gagné progressivement la confiance des autorités locales et de la population qui plébiscitent la proximité, l'accessibilité et la qualité des actions menées.

Vers un passage à une échelle géographique élargie et à de nouvelles thématiques

En 2019, ESSENTIEL et ses partenaires ont travaillé à l'avenir du projet au travers d'une mission de recueil d'informations sur le terrain et de plusieurs mois de concertation, d'élaboration et d'écriture conjointe.

Le futur projet (2020-2022) gagnera en ampleur à la fois en termes de :

- zone géographique concernée : ouverture de 2 nouveaux postes de santé sur 2 régions du littoral
- d'activités accompagnées : actions de prévention sur 18 plages du lac Tanganyika couvrant ainsi l'ensemble du littoral.
- de maladies couvertes : sida, hépatites, tuberculose et paludisme.

Les axes importants du projet à venir sont : le renforcement des capacités des organisations burundaises partenaires, une étude épidémiologique sur les hépatites, une grande campagne de pair éducation ainsi qu'un plaidoyer pour la prise en charge pérenne des questions de santé de la communauté des pêcheurs et mareyeuses au sein des politiques nationales.

Cette évolution sera possible en 2020 grâce au soutien du Fonds Initiative 5 % porté par Expertise France.

Le Fonds Initiative 5 %, modalité complémentaire de contribution de la France au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Ce Fonds investit plus de 4 milliards de dollars par an dans plus de 100 pays en vue d'accélérer la fin des épidémies de sida, de tuberculose et de paludisme.

Le fonds Initiative 5 % vise à mobiliser plus spécifiquement une expertise francophone avec pour objectif de renforcer les capacités des acteurs de terrain, d'appuyer la définition des stratégies des pays, de faciliter la bonne gouvernance et la mise en œuvre des subventions.

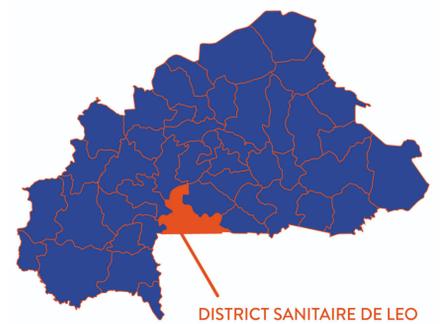


1 consultation au Poste de santé de Rumonge

Partenaires

- Fondation RAJA-Danièle Marcovici
- Membres d'ESSENTIEL
- SWAA Burundi - Society For Women Against AIDS Burundi
- COPEDECOBU (Coopérative de pêche pour le développement et la commercialisation du poisson au Burundi)
- La Fédération des pêcheurs
- BDS - Bureau du District Sanitaire
- Croix Rouge Burundi

Burkina Faso



Santé maternelle, néonatale et infantile: Construction d'une maternité et appui à l'amélioration des soins

Au Burkina Faso, ESSENTIEL et son partenaire OND ont construit une maternité adjacente au dispensaire du village de Gori (District sanitaire de Léo) participant ainsi à l'amélioration de la qualité et de l'accès aux soins des femmes.

- 1 maternité construite et équipée
- 3 missions de suivi terrain par le partenaire OND
- 12 réunions de concertation locales
- 18 196 habitants concernés à Gori et dans 6 autres villages

Une démarche globale d'amélioration de la prise en charge des femmes, des nouveau-nés et des enfants.

Au Burkina Faso, en 2015, le ratio de mortalité maternelle était de 330 décès pour 100 000 naissances.

Les causes obstétricales (hémorragies, infections...) sont responsables de 80% de ces décès. L'état de santé des femmes est aggravé par les difficultés d'accès à l'éducation et aux services socio-sanitaires ainsi que la mauvaise qualité de ces services.

La diminution du risque obstétrical et néonatal dans le district sanitaire de Léo passe ainsi par l'amélioration de l'environnement sanitaire. La construction de la maternité de Gori participe à une meilleure prise en charge de la santé maternelle et infantile, s'inscrivant en cela dans les politiques de santé publique du Burkina Faso. Elle vient renforcer l'action du Ministère de la Santé selon le Plan National de Santé 2011-2020.

En complément de cette construction, le projet comporte un volet "approvisionnement en équipement biomédical". La démarche a été portée avec les partenaires et les autorités sanitaires locales. Ceux-ci ont fait remonter les besoins : stéthoscopes, spéculums, pèse-bébés, kit et tables d'accouchement, kit d'aspiration manuelle intra-utérine, ustensiles de petite chirurgie... Cela a permis au personnel de santé d'améliorer ses pratiques professionnelles et de favoriser une meilleure prise en charge des femmes et des enfants.

Cette initiative a été l'occasion de placer la communauté au cœur du projet, amenant la population à se responsabiliser sur les questions de santé. Les bénéficiaires se sont ainsi impliqués via le Comité de Gestion du centre de santé et le Comité Spécial de Gestion de la maternité dans la gestion et les orientations de la maternité. Ce sont des gages d'autonomisation qui sont encouragés à chaque projet d'ESSENTIEL.

Enfin, pour atteindre l'objectif affiché de diminution de la mortalité maternelle et infantile sur la commune de Gori, un programme de renforcement des compétences du personnel soignant du District Sanitaire de Léo avait été imaginé avec la tenue d'une formation SONU (Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence). Cette formation est l'une des stratégies les plus efficaces pour réduire les risques de mortalité.

Cependant, la situation sociale marquée par de multiples grèves dans le secteur sanitaire de même que le contexte sécuritaire au Burkina Faso en proie au djihadisme, n'ont pas permis la tenue de cette formation. Pour les mêmes raisons, une mission de supervision et d'évaluation d'ESSENTIEL prévue à la fin de l'année 2019 n'a pu avoir lieu.

Les mutations des personnels soignants s'opérant en début de chaque année, il a été décidé avec les partenaires locaux de reprogrammer cette formation en 2020.



Notre partenaire OND au Burkina Faso



Remise des clés de la maternité par OND



La maternité inaugurée



Les locaux de la maternité terminée

Une formation SONU : de quoi s'agit-il ?

La formation de Soins Néonataux et Obstétricaux d'Urgence (SONU) sera réalisé auprès d'un personnel soignant ciblé dans différents postes de santé (accoucheuses, infirmiers/infirmières) du District Sanitaire de Léo et du centre hospitalier de Léo. Elle répond à un constat et à une attente des autorités sanitaires locales. En effet, les principales causes identifiées des décès maternels et néonataux dans ce district sont les hémorragies et les infections ; celles-ci sont liées soit aux retards de consultation, soit à des erreurs de diagnostic.

La formation SONU permet de remédier au faible niveau de compétence relevé localement. La dernière formation de ce type ayant été dispensée sur ce District Sanitaire date de 2012.

Une formation SONU intervient en priorité sur les sujets suivants :

- la tenue du partogramme (enregistrement graphique de l'évolution de l'accouchement),
- la réanimation néonatale,
- l'aspiration manuelle intra utérine,
- la délivrance artificielle,
- l'extraction instrumentale par ventouse.

Partenaires

- Fondation Orange
- Membres d'ESSENTIEL
- Financement participatif
- OND - Organisation Yinéyinédiann pour la Nature et le Développement
- COGES - Comité de Gestion du Centre de Santé et de promotion Sociale de Gori
- District Sanitaire de Léo
- Conseil Départemental de Loire Atlantique

Sensibilisation au Droit à la santé et à la protection sociale par le jeu, le film & le débat

Depuis 2016, ESSENTIEL a inscrit le développement de l'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité internationale (ECSI) comme l'un des 4 axes guidant ses actions. En 2019, un public grandissant a participé au Festival de films PASTILLE et aux ateliers proposés par le programme nouvellement intitulé Déclis Santé.

- 858 personnes touchées dont 363 jeunes
- 1 temps fort : PASTILLE sur deux jours en France et au Sénégal
- 1 Tandem solidaire avec le Collège Jean Mermoz de Nozay (44)
- 9 formations sur la Protection Sociale pour les volontaires en service civique

L'éducation à la citoyenneté et à la solidarité (ECSI) est un processus développant les connaissances et la responsabilité des citoyens. Pour ESSENTIEL, l'objectif est d'informer, d'aider à comprendre et de donner envie de s'engager sur les questions de solidarité en santé. Les supports choisis de façon privilégiée sont des films documentaires, des jeux et des techniques d'animation de débats.



1 atelier avec les volontaires en service civique

Le programme Déclis Santé : des ateliers « clés en main » sur le droit à la santé et à la protection sociale

Les actions d'éducation à la solidarité d'ESSENTIEL pour les jeunes et les scolaires ont désormais un nom : Déclis Santé !

C'est un catalogue de 12 ateliers à destination des classes (collège, lycée) et des groupes de jeunes (volontaires en service civique, maisons de quartier, junior associations).

Au cours de l'année, les interventions sont réalisées principalement par des bénévoles expérimentés et formés ; accompagnés par un volontaire en service civique ou un salarié.

Autour de la projection d'un documentaire, d'un jeu de rôle ou d'un outil de débat, les échanges visent à faire évoluer les représentations et les comportements. Les ateliers s'inscrivent dans le cadre des programmes scolaires et bénéficient désormais d'une évaluation en fin de séance.

« L'Education à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI) est une démarche sociale et politique dont la finalité est de favoriser la contribution individuelle et collective à la construction d'un monde juste, solidaire et durable.

Elle s'appuie sur un processus pédagogique qui se déroule tout au long de la vie. »

Charte d'Educasol, mars 2015

En 2019, les interventions suivantes ont eu lieu :

*Présentation du « Kit Alafia » (film et jeu) auprès de 2 classes du Collège Jean Mermoz de Nozay

*Participation au Jury blanc des projets Jeunes « Engagés et Déterminés » en partenariat avec la Maison des Citoyens du monde

*Animation d'ateliers sur le Droit à la Protection sociale auprès de 180 jeunes volontaires en service civique de la Région des Pays de la Loire (quizz, témoignage, court métrage et jeu de rôle)

En 2020, le programme Déclis Santé sera diffusable et disponible en téléchargement.

Le Tandem solidaire : un parcours à l'année pour les 5ème du Collège Jean Mermoz

Lors de la rentrée 2019, ESSENTIEL et le Collège Jean MERMOZ de Nozay ont constitué un « tandem solidaire » accompagné par le Réseau Pays de la Loire Coopération Internationale.

Le projet, déroulé tout au long de leur année scolaire, vise à rendre tangibles les questions d'inégalités en santé pour les élèves de 5ème ; ceci dans le cadre des cours d'Histoire -Géographie.

Après une phase de découverte grâce à un film et de documentation par des interviews, la réalisation visée par les élèves est un jeu de rôle. Celui-ci invitera à se mettre dans la peau d'une personne plus ou moins favorisée, béninoise ou française, et d'expérimenter des situations mettant en jeu la protection sociale et la santé.

Une enseignante, 30 élèves et un artiste sont parties prenantes de ce projet aux côtés de l'équipe d'ESSENTIEL.

Une compétence reconnue dans le cadre de la formation universitaire

De par l'expérience de terrain acquise au fil des années, ESSENTIEL est amenée à « donner de la réalité » aux problématiques d'accès au droit et à la santé abordées dans le cadre de cursus universitaires spécialisés. Ainsi en 2019, des séquences de formation et de témoignages ont été proposés auprès de :

* L'Institut d'Etude du Développement Economique et Social (IEDES) à Paris Panthéon-Sorbonne ; dans le cadre du Master 2 « Développement social, Politiques de santé et Développement »

* L'Ecole de sages-femmes (CHU – ESFAN) de Nantes dans le cadre de l'« U E Humanitaire »

* L'IRCOM d'Angers, dans le cadre du Master Management de la Solidarité Internationale et de l'Action Sociale



Le Festival PASTILLE : pour réfléchir ensemble à la solidarité en santé

Organisée par ESSENTIEL, La 3ème édition du Festival de films documentaires PASTILLE s'est déroulée à l'Espace Cosmopolis à Nantes, les 9 & 10 novembre 2019. L'événement, qui a réuni 286 personnes, s'inscrivait comme chaque année dans le cadre national du Festival des Solidarités et du Mois du Film documentaire.

La programmation mêlait diffusion de films, ateliers et débats.

Pour les films, le jury avait sélectionné : « Death by Design » de Sue Williams, « L'arbre sans fruit » de Aicha Macky et « Malaria Business » de Bernard Crutzen. Pour la deuxième année consécutive, un jury « Jeune » (7 membres de l'association des étudiants en santé Anophèle) siégeait aux côtés des autres membres.

En terme d'animations, ont été proposés : du théâtre d'improvisation avec L.A Pioche, des ateliers sur le recyclage des déchets électroniques par La Ressourcerie de l'île, un débat mouvant sur les clichés sur la santé des femmes ainsi qu'une table ronde sur la complémentarité entre médecine conventionnelle et traditionnelle (Dr Rioult et Dr Marjolet).

Pour la première fois, le festival a voyagé hors de France avec une édition sénégalaise à la Maison des Eclaireurs de Rufisque (65 spectateurs). Les films des différentes éditions de PASTILLE ont également « essaimé » sur le territoire français grâce au réseau des partenaires. En 2019, 2 films ont ainsi été projetés auprès d'une centaine de personnes supplémentaires.



Débat mouvant lors du festival PASTILLE



innovation & solidarité en santé

1ère édition à Rufisque (Sénégal) - 16-17 Novembre 2019

Partenaires

- Harmonie Mutuelle
- Mutualité Française Pays de la Loire
- Réseau Education et Solidarité
- Pays de la Loire Coopération Internationale
- Maison des Citoyens du Monde
- Festival des Solidarités
- Association Anophèle
- Association Nantaise des Sage-Femme
- Département de Loire Atlantique
- Ville de Nantes
- Région Pays de la Loire
- Fondation Banque Populaire Atlantique
- La Ligue de l'enseignement 44

Rapport financier



L'exercice 2019 en synthèse

Exercice du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019

- 8 programmes dans 6 pays (France, Guinée, Sénégal, Bénin, Burundi et Burkina Faso)
- 1 festival - PASTILLE et des actions d' Education à la citoyenneté (ECSI)
- 4 salariés – 2 service civiques – 1 Volontaire International - 22 bénévoles

- Budget 2019 : 887 969 € dont 175 336€ d'engagements à réaliser
- Résultat : 52 324 €
- Constitution des fonds dédiés : 207 229 €
- Contributions volontaires : 97 518 €

Avec le soutien de :

- au Conseil d'Administration : 4 membres personnes morales - 13 membres individuels
- 4 financeurs publics - 10 partenaires financiers privés

Quelques repères concernant le rapport financier 2019

Sur l'exercice 2019, ESSENTIEL présente un budget de 887 k€ dont 175 k€ sont portés en engagements à réaliser[1]. Le volume d'activités augmente de 37% par rapport à 2018. Le résultat est de 52k€ et les fonds propres de l'association s'élèvent à 124 k€.

L'année 2019 a été marquée par la signature d'une nouvelle convention de financement avec l'Agence Française de Développement pour le projet AGIL au Sénégal (projet triennal de juillet 2018 à juin 2021), ainsi que par la clôture sur le terrain des projets « Accès à la santé » au Bénin et « Santé Pour Tous » en Guinée. Au Burundi, la fondation RAJA Danièle Marcovici a renouvelé son soutien pour la troisième année pour la poursuite du projet « Santé des Pécheurs et des Mareyeuses » jusqu'en juin 2020. En France, les activités d'éducation à la citoyenneté se sont poursuivies et amplifiées notamment autour du festival PASTILLE.

Le compte d'exploitation se solde par un résultat positif de 52k€, soit 5.9% de la masse budgétaire. Ce résultat s'explique par différents facteurs, notamment une subvention exceptionnelle du CIE en fin d'année, une diminution des charges patronales, un renforcement de la dimension « prestations de service » et un sous-engagement financier du projet Santé Pour Tous. Ce résultat va permettre de renforcer le fond de pérennisation de l'association. Celui-ci atteindra ainsi les 25% de la masse salariale de l'association, objectif fixé pour la pérennisation des emplois par le conseil d'administration en 2016.

Origine des ressources

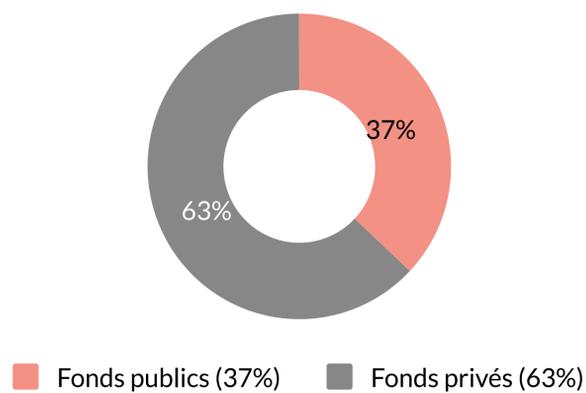
Le montant des produits acquis en 2019 s'élève à 448 k€ (hors fonds dédiés). L'association perçoit cette année 63% de fonds privés et 37% de fonds publics.

ESSENTIEL peut compter sur les soutiens renouvelés de ses partenaires publics : l'Agence Française de Développement, La ville de Nantes, la Région Pays de Loire, le Département de Loire-Atlantique ; et le soutien de ses partenaires privés : Harmonie Mutuelle, le CIE, la fondation RAJA, la Mutualité française des Pays de la Loire, La Fondation Banque Populaire de l'Ouest ; le soutien de ses partenaires terrains ainsi que sur la générosité du public qui contribue au financement des projets.

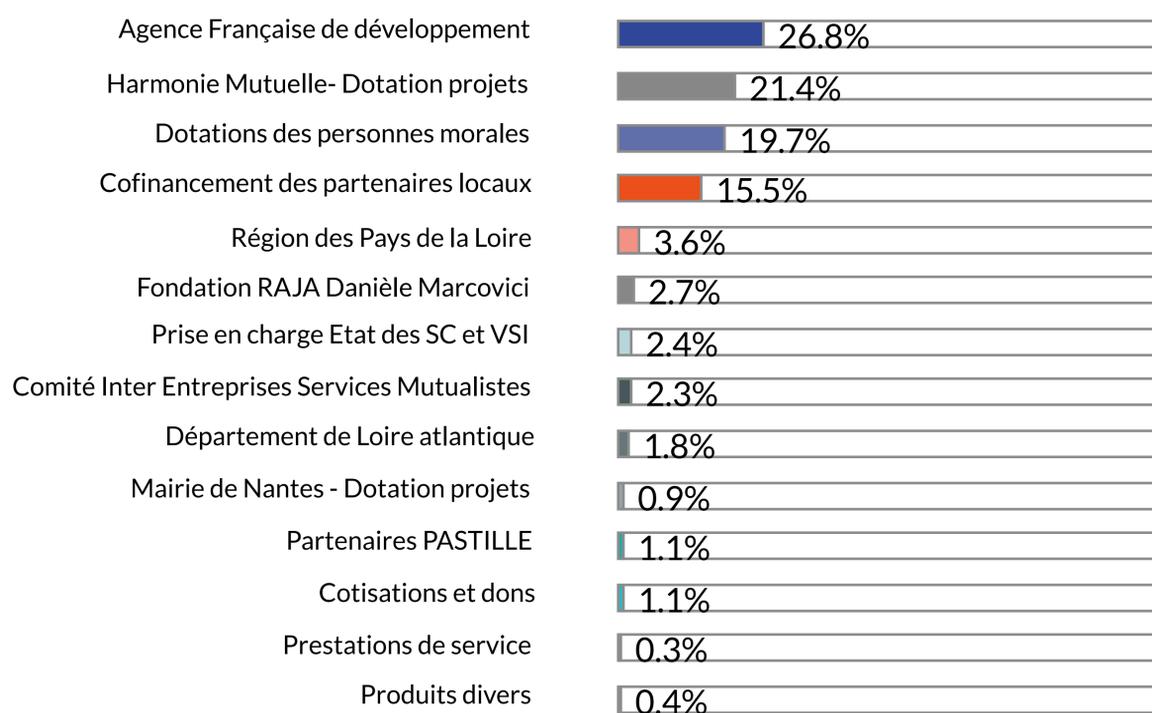
[1]

cette somme correspond aux différents financements acquis sur 2019 non entièrement consommés à la fin de l'année.

ORIGINE DES RESSOURCES 2019 / Par type



ORIGINE DES RESSOURCES 2019 / Par financeur

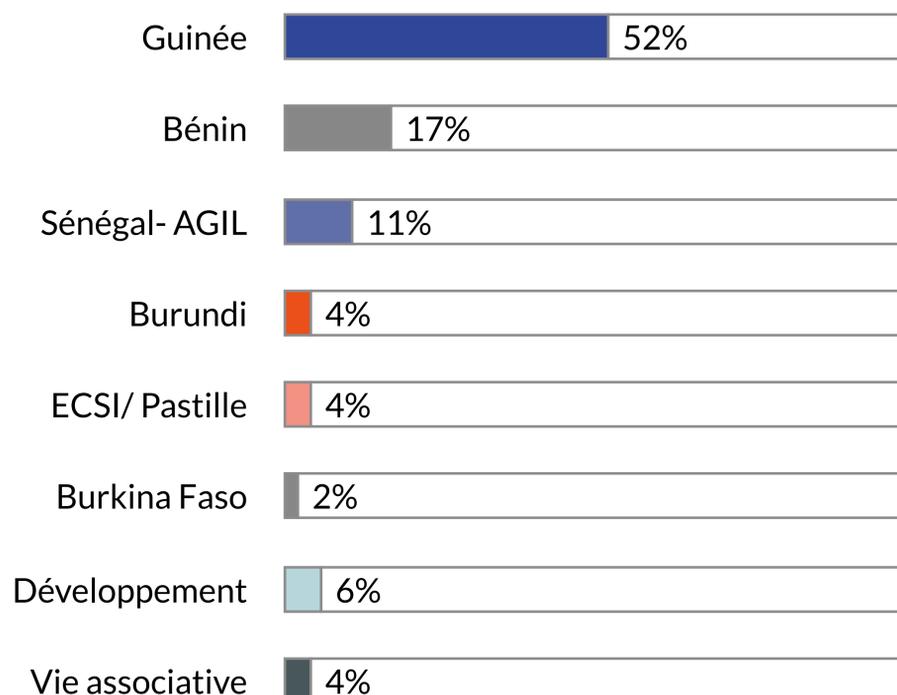


Utilisation des fonds

Les fonds acquis couvrent les dépenses de l'association pour les 6 projets en cours en 2019 : au Bénin, Sénégal, Guinée, Burkina Faso, Burundi et en France ; ainsi que le fonctionnement de l'association : vie associative et développement.

ESSENTIEL continue de diversifier ses projets en menant des actions dans 6 pays et en consacrant une part de son budget au développement de nouvelles initiatives.

DEPENSES 2019 PAR PROJET



COMPTE DE RÉSULTAT 01/01/2019 au 31/12/2019

COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE					
ESSENTIEL					
Période du : 01/01/2019 au 31/12/2019					
CHARGES	Exercice 2019	Exercice 2018	PRODUITS	Exercice 2019	Exercice 2018
Charges d'exploitation			Produits d'exploitation		
CONSOMMATION DE L'EXERC. PROV TIERS	479 166	299 522	PRESTATIONS DE SERVICES	1 910	150
Achats d'études et prestations de services	316 092	219 485	SUBVENTIONS ET COLLECTES	776 741	445 501
Achats de matières et Fournitures	4 021	3 531	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	77 173	64 549
Services extérieurs	65 533	22 111	TOTAL (I)	855 823	510 200
Autres services extérieurs	93 520	54 395	Produits financiers		
IMPÔTS ET TAXES	1 110	1 558	PRODUITS FINANCIERS DIVERS	906	754
FRAIS DE PERSONNEL	146 585	177 115	TOTAL (II)	906	754
ENGAGEMENTS A REALISER	175 336	31 317	Produits exceptionnels		
DOTATIONS AMORT. ET PROVISIONS	3 567	2 009	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	31 240	5 386
TOTAL (I)	805 764	511 520	TOTAL (III)	31 240	5 386
Charges financières	11	59			
TOTAL (II)	11	59			
Charges exceptionnelles	29 870	557			
TOTAL (III)	29 870	557			
TOTAL DES CHARGES (I+II+III)	835 645	512 136	TOTAL DES PRODUITS (I+II+III)	887 969	516 340
EXCEDENT ESSENTIEL	52 324	4 204	PERTE		
TOTAL GENERAL	887 969	516 340	TOTAL GENERAL	887 969	516 340
Contributions volontaires			Contributions volontaires		
TOTAL (IV)	97 518	96 475	TOTAL (IV)	97 518	96 475
TOTAL DES CHARGES (I+II+III+IV)	985 487	612 815	TOTAL DES PRODUITS (I+II+III+IV)	985 487	612 815

Cette présentation prend en compte les fonds dédiés 2019 - à engager sur 2020 et les années suivantes - pour un montant de 175 336 €

BILAN 2019

BILAN SYNTHETIQUE					
ESSENTIEL					
au 31/12/2019					
ACTIF	EXERCICE 2019	N-1 Net	PASSIF	EXERCICE 2019	N-1 Net
Actif immobilisé			Comptes de capitaux		
Immobilisations	1 574	2 633	Fonds propres	71 338	67 134
			Résultat de l'exercice	52 324	4 204
			Autres fonds associatifs	-	3 889
			Subventions d'investissement	1 269	2 328
Actif circulant			Autres capitaux		
Créances Diverses	107 708	232 325	Provision risques et charges	3 709	1 891
Disponibilités	349 285	372 425	Fonds dédiés	207 229	373 619
Charges constatées d'avance	137	3 952	Dettes d'exploitation		
			Dettes fournisseurs et comptes rattachés	86 459	95 501
			Autres dettes	36 378	62 769
			Produits Constatés d'avance		
TOTAL GENERAL	458 706	611 334	TOTAL GENERAL	458 705	611 334

BUDGET PREVISIONNEL 2020

En 2020, le budget prévisionnel se structure autour de trois projets d'envergure : « CAP CSU Guinée-Bénin », « SAPEMA – Santé des Pêcheurs et Mareyeuses au Burundi » et « AGIL – Santé globale à Rufisque et Nantes ». Le budget est complété par les activités liées à trois projets d'envergure moyenne ("Santé maternelle et infantile" au Burkina Faso, "Travail décent au Sénégal, et clôture du projet Santé Pour Tous en Guinée) et par les actions autour de l'Education à la citoyenneté et à la solidarité Internationale en France.

Ce budget 2020 marque la mise en place effective des orientations stratégiques de l'association émises en 2015, vers un nombre plus important de projets ainsi que la mise en oeuvre d'initiatives d'éducation à la solidarité.

Budget prévisionnel 2020 - Association ESSENTIEL					
Exercice 01/01/2020 au 31/12/2020					
Chiffre d'affaires prévisionnel 2020					
Achats et autres charges	176 497 €	25%	Agence Française de Développement	182 763 €	26%
Charges de personnel	239 620 €	34%	Expertise France - Initiative 5%	220 210 €	31%
Transferts vers partenaires (activités déléguées)	293 346 €	41%	Dotation des membres	106 900 €	15%
Excédent prévisionnel	5 000 €	1%	Harmonie Mutuelle Dotation Projet	120 000 €	17%
			Département de Loire-Atlantique (Fonds dédiés 2019)	8 000 €	1%
			Région Pays de la Loire (Fonds dédiés 2019)	4 000 €	1%
			Ville de Nantes (Fonds dédiés 2019)	4 000 €	1%
			Apports des partenaires	12 500 €	2%
			Fondations RAJA (Fonds dédiés 2019)	12 336 €	2%
			Partenaires PASTILLE	7 100 €	1%
			Prise en charge Etat - VSI et Service Civique	6 200 €	1%
			Cotisations	2 500 €	0%
			Financements à rechercher	22 955 €	3%
			Dons et autres ressources	5 000 €	1%
TOTAL	714 465 €	100%	TOTAL	714 465 €	100%

Budget prévisionnel 2020 - Association ESSENTIEL					
Exercice 01/01/2020 au 31/12/2020					
EMPLOIS	Prévisionnel	%	RESSOURCES	Prévisionnel	%
CAP CSU - Guinée - Bénin	219 881 €	31%	CAP CSU - Guinée - Bénin	219 881 €	31%
SAPEMA- Santé des Pêcheurs et Mareyeuses - Burundi	236 502 €	33%	SAPEMA- Santé des Pêcheurs et Mareyeuses - Burundi	236 502 €	33%
AGIL - Santé globale à Rufisque et Nantes	120 387 €	17%	AGIL - Santé globale à Rufisque et Nantes	120 387 €	17%
Santé Pour Tous - Guinée	25 396 €	4%	Santé Pour Tous - Guinée	25 396 €	4%
Développement nouveaux projets	40 510 €	6%	Développement nouveaux projets	40 510 €	6%
Vie associative et animation des projets	30 666 €	4%	Vie associative et animation des projets	35 666 €	5%
Solidarité en Santé - Education Citoyenneté	21 517 €	3%	Solidarité en Santé - Education Citoyenneté	21 517 €	3%
Protection Sociale et Travail décent - Sénégal	6 605 €	1%	Protection Sociale et Travail décent - Sénégal	6 605 €	1%
Santé maternelle et infantile - Burkina Faso	8 000 €	1%	Santé maternelle et infantile - Burkina Faso	8 000 €	1%
TOTAL DES EMPLOIS	709 465 €	88%	TOTAL DES RESSOURCES	714 465 €	89%
EXCEDENT PREVISIONNEL	5 000 €	1%	PERTE PREVISIONNELLE	0 €	0%
TOTAL DES EMPLOIS	714 465 €	89%	TOTAL DES RESSOURCES	714 465 €	89%
Emplois des contributions volontaires en nature	90 000 €	11%	Contributions volontaires en nature	90 000 €	11%
TOTAL	804 465 €	100%	TOTAL	804 465 €	100%

Orientations 2020

L'engagement politique et citoyen, au cœur de politiques de santé durables et inclusives.

Fin 2019, les Nations Unies ont adopté la [déclaration politique](#)^[1] portant sur la couverture sanitaire universelle (CSU). On retiendra notamment l'objectif qu'un milliard de personnes supplémentaires accèdent à une couverture d'ici à 2023, en vue de parvenir à une couverture universelle d'ici à 2030. ESSENTIEL salue les engagements ambitieux^[2] qui ont été pris et continue de s'impliquer, aux côtés de ses partenaires pour y contribuer. La stratégie sur laquelle reposent ces engagements est résumée ici autour de sept piliers.

1/ S'engager à instaurer la CSU pour permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge, au titre d'un contrat social.
2/ Rechercher l'équité dans l'accès à des services de santé de qualité avec une protection financière.
3/ Créer un environnement régulateur et juridique solide et habilitant qui réponde aux besoins des populations.
4/ Mettre en place des systèmes de santé de qualité qui inspirent confiance aux personnes et aux communautés

5/ Appuyer le financement public et harmoniser les investissements de santé.
6/ Établir des mécanismes multipartites afin de mobiliser l'ensemble de la société pour un monde en meilleure santé.
7/ Mettre en avant l'égalité entre les hommes et les femmes, corriger les dynamiques de pouvoir liées au genre et garantir les droits des femmes et des filles comme principes fondamentaux de la CSU.

« L'extrême pauvreté n'est pas due à un revenu insuffisant, ou à la faute des individus ou des familles qui la subissent. Elle est le résultat des choix que font les Etats et qui perpétuent les situations de pauvreté et d'exclusion sociale^[3] »

O. De Schutter, Rapporteur spécial des Nations Unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme.

Le défi de la crise sanitaire, sociale et économique qui s'annonce

C'est entre optimisme et vigilance que nous entamons l'année 2020. Vigilance car, malgré le fait que l'évolution de l'épidémie liée au COVID-19 sur le continent africain reste encore faible et sans commune mesure avec ce que connaît l'Europe, son évolution reste très incertaine à l'heure actuelle. Outre l'évolution possible de l'épidémie, les impacts sanitaires, sociaux et économiques de cette crise mondiale sont inconnus et certainement préoccupants. Le risque d'affaiblissement de la continuité des services de santé et de leur accès est bien réel. La résilience des systèmes de santé déjà fragiles sera à nouveau mise à l'épreuve tout comme celle des ménages, notamment les plus vulnérables, en l'absence de mécanismes de protection sociale adéquats.

Optimisme en ce que cette crise puisse accélérer une prise de conscience individuelle, collective et institutionnelle autour de nos interdépendances, de la soutenabilité de nos modes de vie et de nos économies, de la nécessité de replacer la santé et l'humain au cœur de nos politiques publiques, de questionner « la fabrique à inégalités » et construire collectivement les réponses à y apporter. ESSENTIEL, avec pragmatisme, se prépare dans ce contexte à accompagner ses partenaires. Notre capacité à mener les programmes et projets dans lesquels nous sommes engagés sera certainement mise à l'épreuve et nous demandera une attention toute particulière dans l'adaptation des réponses à apporter, des moyens à engager et des approches à développer. Nous restons confiants dans notre capacité collective à faire face à ce défi.

[1] Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 10 octobre 2019

[2] Réunion nations unies sur la couverture sanitaire universelle en 2019 : cibles, engagements et actions clés

[3] La crise du Covid-19 est un appel à transformer d'urgence notre modèle économique, selon un expert

2020, nos orientations en quelques mots

Pour ESSENTIEL, l'année 2020 sera l'occasion de revisiter certaines dynamiques partenariales, de renforcer sa proximité avec ses partenaires, de redimensionner certains projets et d'insuffler une nouvelle dynamique pour sa vie associative.

La Couverture Sanitaire Universelle

L'aboutissement de nos programmes en Guinée et au Bénin et les apprentissages que nous en tirons placent la poursuite de nos appuis dans une dimension réunissant ces deux pays autour de cinq grands enjeux :

- **Dialogue et concertation** tant à l'échelle institutionnelle, qu'entre les acteurs de la société civile pour accompagner l'émergence de politiques publiques pérennes et adaptées,
- **Professionnalisation** des mutuelles dans la perspective d'une gestion déléguée de l'assurance maladie aux mutuelles,
- **Structuration** devant répondre aux enjeux de proximité, d'équilibre financier et d'influence permettant d'accompagner l'articulation des mutuelles avec les politiques publiques,
- **Harmonisation** en valorisant les bonnes pratiques du mouvement mutualiste pour construire une vision convergente du développement des mutuelles,
- **Articulation** au regard de la fragmentation des dispositifs de financement de la santé et considérant les mutuelles comme parties prenantes des systèmes nationaux de santé et de protection sociale.

Au Sénégal, l'étude autour des mécanismes de couverture santé et les enjeux opérationnels qui en découlent dans le cadre de l'initiative conjointe menée avec l'Institut Belleville et l'UNSAS sont essentiels pour la suite de notre accompagnement.

L'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale

L'année 2020 doit permettre à ESSENTIEL de consolider ses actions de sensibilisation au droit à la santé et à la protection sociale (Festival, actions éducatives, ...). Trois enjeux majeurs vont guider cette perspective :

- Développer nos outils d'animations pédagogiques et les adapter à nos différents publics (enfance, jeunesse, adulte),
- Proposer des approches nouvelles en termes de supports et de sensibilisation,
- Approfondir nos partenariats et la diffusion auprès de nouveaux publics.

L'offre de soins de qualité

Les dynamiques de médecine conseil en Guinée et au Bénin seront réajustées pour **consolider** leur concours à la qualité des soins et au dialogue institutionnel avec les autorités sanitaires.

Au Burkina-Faso, la formation des professionnels de santé du District sanitaire de Léo sur les Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence sera l'aboutissement de la première étape de renforcement de l'offre de services en santé materno-infantile. Les conditions d'un approfondissement de cet accompagnement devront être réunies pour pouvoir travailler également sur la dimension prévention et promotion de la santé auprès des populations de façon plus importante.

La prévention et la promotion de la santé

Le changement d'échelle de l'initiative portée avec nos partenaires au Burundi nous engage dans une extension à la fois géographique (l'ensemble de la zone littorale du lac Tanganyika) et thématique (au-delà du VIH/SIDA le programme cible le paludisme, la tuberculose et les hépatites). Ce tournant opérationnel nécessite un ancrage renforcé de nos actions auprès des communautés et des institutions publiques.

La dynamique collective autour des initiatives en santé globale - petite enfance, nutrition, pratiques sportives, handicap - à Rufisque et Nantes s'engage cette année dans une dimension opérationnelle supérieure au travers d'un cadre collectif affiné.

Une gouvernance adaptée au service du projet associatif

En cohérence avec les stratégies initiées, nous poursuivrons les chantiers engagés en 2019 :

- Meilleure lisibilité de notre projet associatif et communication
- Evolution de la vie associative, actualisation de nos Statuts,
- Dynamisation de l'ouverture de l'association à de nouveaux membres,
- Mise en œuvre des axes prioritaires d'amélioration continue issus de l'auto-diagnostic réalisé fin 2019.

Nos Réseaux

Notre implication dans les réseaux locaux, nationaux et internationaux

Parce qu'ils permettent un enrichissement mutuel et l'émergence de projets partagés, nous poursuivons et développons notre implication dans les réseaux au niveau local, régional et national. Ainsi, nous contribuons collectivement - en partageant avec d'autres acteurs, nos valeurs, nos engagements et nos vécus - à valoriser les savoirs, renforcer nos initiatives et construire de nouvelles manières de répondre à nos missions...

La Maison des Citoyens du Monde

La Maison des Citoyens du Monde est un collectif associatif qui rassemble de manière large des structures et des individus en Loire-Atlantique. Son objectif est de promouvoir l'indivisibilité et l'effectivité des droits humains (civiques, politiques, économiques, sociaux et environnementaux) ici et dans le monde.

La Fédération des Amicales Laïques (44)

La Ligue de l'enseignement de Loire-Atlantique est un mouvement associatif, laïc, qui réunit des hommes et des femmes qui agissent au quotidien pour faire vivre la citoyenneté en favorisant l'accès de toutes et tous à l'éducation, à la culture, aux loisirs et au sport.

Pays de la Loire Coopération Internationale

Pays de la Loire Coopération Internationale est une association loi 1901, créée fin juin 2018. Elle développe et anime le réseau regroupant les acteurs engagés dans des actions de coopération ou de solidarité internationale en région des Pays de la Loire.

Elle regroupe quatre collèges : collectivités territoriales, associations, établissements d'enseignement et de la recherche, et acteurs économiques. Le réseau compte parmi les 12 Réseaux régionaux multi-acteurs (RRMA) français de la coopération et de la solidarité internationales.

Le Collectif santé communautaire en Pays de la Loire

est un espace de réflexion et de partage d'expériences ayant pour objectif de contribuer à mieux faire comprendre les démarches communautaires en santé et de permettre leur développement dans notre région. Il réunit des associations et personnes engagées dans des pratiques de santé communautaire en France ou à l'étranger qui se sont retrouvées à l'initiative de l'Institut Renaudot.

Le F3E

Le F3E est un réseau associatif entièrement dédié à la qualité, en terme de méthode de travail, d'actions de solidarité internationale ou de coopération décentralisée. Il est composé d'une centaine d'ONG, collectivités territoriales et établissements de santé. Les trois piliers de la philosophie d'intervention du F3E sont : Évaluer pour évoluer ; Échanger pour apprendre et innover ; Éclairer pour nourrir les orientations stratégiques du secteur.

Le Réseau Education et Solidarité

Le Réseau Education et Solidarité est une association internationale qui rassemble plus de 30 organisations de la société civile et de l'économie sociale : syndicats, mutuelles, associations, coopératives, institutions internationales, universités qui collaborent pour :

- Promouvoir la santé et le bien-être des communautés éducatives dans les écoles
- Favoriser l'accès aux soins de santé à travers l'extension de la protection sociale et le développement du mouvement mutualiste
- Mobiliser les jeunes générations autour des enjeux de solidarité

Le Comité Français pour la Solidarité Internationale

Le CFSI regroupe des organisations agissant pour la solidarité internationale. Les membres du CFSI s'unissent pour affronter ensemble et avec leurs partenaires des pays du Sud les enjeux du futur :

- La justice sociale pour réduire la pauvreté et les inégalités croissantes ;
- L'économie au service de l'Homme et non pas l'inverse ;
- Le partage équitable et la gestion durable des ressources naturelles de la planète.



Nos partenaires



ESSENTIEL REMERCIE

les bénévoles, donateurs, fondations, institutions publiques, entreprises, associations, collectivités qui soutiennent ses activités.

Nos membres



Ils nous soutiennent



Nos réseaux



L'équipe d'ESSENTIEL

LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

	Organisme	Titre	Nom	Prénom
1	Harmonie Mutuelle	Monsieur	DESMONTS	Jean-Bernard
2		Monsieur	MELON	François
3	CHU de Nantes	Madame	LAPOSTOLLE	Marie
4		Madame	BRISSON	Isabelle
5	CCE Harmonie Soins et Services	Monsieur	RAIMBAULT	François
6		Monsieur	TREHIN	Pierre-Yves
7		Madame	GERARD	Gaëlle
8	Municipalité de Nantes	Madame	BERTU	Mahaut
9		Monsieur	GUISSE	Alassane
10	Adhérents individuels	Monsieur	DENIS	Jacques
11		Monsieur	SOULARD	Joseph
12		Madame	CONDAMIN	Florence
13		Monsieur	BRANGER	Bernard

LES MEMBRES DU BUREAU

François MELON, Président
Pierre-Yves TREHIN, Vice-Président
François RAIMBAULT, Trésorier
Joseph SOULARD, Trésorier Adjoint
Florence CONDAMIN, Secrétaire
Bernard BRANGER, Membre



LES SALARIES ET VOLONTAIRES

En 2019,
Florian PERRUDIN, Directeur
Jean CASSARD, Chargé de projets
Cécile PAVEC, Chargée de projets
Maude MAZEAU, Responsable administratif et financier
Mesmin Emmanuel DOSSOU-YOVO, Assistant technique en Guinée
Nina LAURENT, Antoine GUILLET, Mathilde PETITPIERRE, Service Civique Communication, Événements et Citoyenneté

LES BENEVOLES

Marie-Jeanne TREHIN, Anne VINCENT, Anne-Laure GARNIER, Gaëlle GERARD, Florence CONDAMIN, Claudine BURBAN, Philippe DAVID, Mouctar DIALLO, Jean Claude GUERIN, Daniel COUTANT, Patrick MOREAU, Monique LUCAS, Léa DEPONT, Anthéa CHANCEAULME DE SAINTE CROIX, Gaby BONNAND, Karenn FAUCHEUX, ...

NOTES

NOTES

essentiel

La santé est un droit universel

Contact :

Association ESSENTIEL

29 quai François Mitterrand

44273 Nantes Cedex 2

Tel : +33 (0)2.40.35.31.63 / +33 (0)6.08.35.30.40

contact@essentiel-international.org

www.essentiel-international.org